

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 04/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALTHICAST Auvergne

ZI Les Chazelles
63700 Saint-Éloy-les-Mines

Références : **20230504-RAP-63-0593-Althicast-St-Eloy.odt**

Code AIOT : 0005600417

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2023 dans l'établissement ALTHICAST Auvergne implanté ZI Les Chazelles 63700 Saint-Éloy-les-Mines. L'inspection a été annoncée le 28/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour but d'actualiser les quantités de déchets dangereux sur le site afin d'engager la mise en sécurité de l'ancien site ALTHICAST à Saint-Eloy-les-Mines (63), en application de la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée - chaîne de responsabilités - défaillance des responsables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTHICAST Auvergne
- ZI Les Chazelles 63700 Saint-Éloy-les-Mines
- Code AIOT : 0005600417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Historiquement, cette fonderie était exploitée par différentes sociétés (Sautereau, Focast, Fonderie de Saint-Eloy, Centre Fonte Industrie, Two Cast Europe) afin de fabriquer des produits moulés en fonte. Le fonctionnement de la fonderie était autorisé par arrêté préfectoral en date du 16 novembre 1963.

La société ALTHICAST a exercé depuis 2010 une activité de fonderie de métaux ferreux transformations de produits métalliques et métallurgiques sur la commune de Saint-Eloy les Mines sur un site d'environ 4 hectares.

Par jugement du 30 mars 2017, le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand a prononcé la liquidation judiciaire de la S.A.R.L. ALTHICAST AUVERGNE située Z.I. Les Chazelles à Saint-Eloy-Les Mines (63700) et a désigné la SELARL MANDATUM représentée par maître PETAVY Raphaël en qualité de liquidateur judiciaire.

La préfecture a mis en demeure le représentant de l'exploitant sous un délai de trois mois, de mettre en sécurité le site conformément à l'article R.512-39-1-II du Code de l'environnement (AP n°20-00246 du 10 février 2020). mise en demeure du 10 février 2020, un arrêté préfectoral portant consignation de sommes répondant au montant des travaux de mise en sécurité restant à réaliser a été notifié au liquidateur (AP n°20201863 du 4 septembre 2020). Par courrier du 17 mars 2021, Maître PETAVY a répondu que cette créance n'était pas recevable au titre « qu'elle n'est pas née pour les besoins du déroulement de la procédure ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité (mise en sécurité du site)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-39-1 II et III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant la liquidation engagée depuis plusieurs années et la présence durable d'environ 50 T. de déchets dangereux sur le site, la DREAL a décidé de solliciter l'ADEME pour procéder à la mise en sécurité de l'ancien site ALTHICAST.

Aussi, le cahier des charges devra être établi en concertation avec le liquidateur pour prendre en compte les mesures prises en charge dans la liquidation.

Dès réception du mémoire, l'ADEME actualisera le calendrier prévisionnel d'intervention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-39-1 II et III
Thème(s) : Risques accidentels, mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Situation depuis la précédente inspection : <u>État du site :</u> Le portail d'entrée est fermé par une simple chaîne non cadénassée. Des affichettes d'interdiction d'entrée et de danger sont positionnées sur le portail et chaque bâtiment. Les différents bâtiments se dégradent (menuiseries, couvertures,...) et sont accessibles. Les déchets dangereux liés à l'activité industrielle (catalyseurs, liquides organique, pâteux organiques, acides,...) sont présents dans les bâtiments ou à l'extérieur. Il ne semble pas que d'autres déchets extérieurs à l'exploitation du site soient présents sur le site. Lors de cette visite, il a été découvert la présence d'un transformateur datant de 1983. (suspicion de PCB). 5 cuves enterrées contenant des hydrocarbures ont également été recensées. <u>Titres fonciers :</u> Le liquidateur s'est aperçu, lors du projet de vente en 2022 de l'ancienne décharge de l'installation (parcelle ZE 392), que le site, où avait été exploité ALTHICAST, est détenu selon le cadastre par 3 propriétaires différents. Précisément, la parcelle ZB 156, principal site de production de l'usine est la propriété de la société TWO CAST EUROPE qui a bénéficié d'un jugement de plan cession en date du 22 décembre 2009. Le liquidateur s'est rapproché du notaire qui a rédigé l'acte de cession pour savoir dans quelles conditions ce terrain serait resté au nom de la société SAS TWO-CAST EUROPE. Malgré plusieurs courriers, il n'a reçu aucune réponse de sa part. La parcelle ZB 134, au nord de la parcelle précitée appartient à la société ALTHICAST AUVERGNE. Et la parcelle ZE 392 appartient à la SA FONDERIE DE SAINT ELOY. Cette société aurait été placée en redressement judiciaire suivant jugement du 8 janvier 1997. Cette parcelle est exploitée par la société COLAS Rhône-Alpes Auvergne SAS pour une installation de stockage de déchets inertes (ISDI). De fait de l'absence du titre foncier, la vente de cette parcelle ne peut être actée.

Cessation d'activité : Aussi, en l'absence de fonds, par ordonnance du 10 janvier 2023, le Juge-Commissaire a autorisé l'intervention d'un cabinet d'études pour réaliser le dossier de cessation d'activité. Le bureau d'études SITEO (assisté d'INGEOS) intervient pour le compte du liquidateur afin d'établir un état des lieux des produits dangereux et déchets présents sur le site et réaliser le dossier de cessation d'activité. La commande comprend notamment une étude historique et documentaire et l'étude de vulnérabilité des milieux.

Dans ce cadre et suivant les fonds disponibles, SITEO proposera au liquidateur une hiérarchisation des actions à mettre en œuvre (pré-mise en sécurité - conditionnement des déchets,...) et suivant les pollutions identifiées, l'élaboration d'un programme d'investigations à mener. Le mémoire de cessation d'activité est attendu sous 2 mois.

Suite à la précédente inspection, le liquidateur a adressé en avril 2022 à la commune de St-Eloy un courrier concernant la détermination de l'usage futur du site en référence à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement. Cette dernière n'a pas répondu dans le délai imparti, aussi les usages retenus sont de type industriel, commercial ou artisanal.

Devenir du site : La mairie indique que des repreneurs seraient intéressés par le site. Toutefois, sans diagnostic sur l'état l'environnemental du site, aucune réhabilitation ne semble envisageable.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet